



1^{ère} Banque au TOGO
Certifiée ISO 9001 : 2015
 Certificat N° FS703571
 Qualité de service, notre engagement

Merci pour votre confiance.

La Banque Autrement
www.corisbank.tg



www.lemedium.info

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
 Société - Politique - Economie - Développement - Culture

N° 0332 du 12 au 18 Mars 2019- Prix : 250 F CFA

POLITIQUE :

Pathétique, Jean-Pierre Fabre!

P.3



PND/FAURE GNASSINGBÉ À ABU DHABI :
**Déjà un mémorandum d'entente
 de 15 millions de dollars US** P.2



Faure Gnassingbé (g) à Abu Dhabi.

POLITIQUE :

**La députée Abira Bonfoh
 célèbre le 8 Mars avec
 les femmes de Bassar** P.3



Pose de la première pierre pour la construction d'une gare routière à Kabou

CEDEAO / GUINEE BISSAU :

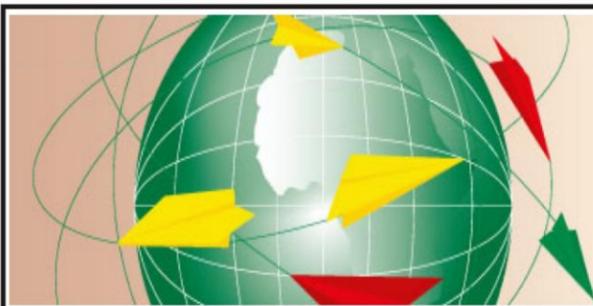
**Election législative libre
 et transparente selon la
 mission d'observation** P.5



Kadre Désiré Ouedraogo, chef de mission des observateurs de la CEDEAO en Guinée Bissau.

EmploiTogo.com

Des annonces, des offres d'emploi,
 une banque de Cvs, des formations.
 Journalementel.com Tel 22 20 05 53



BOA Express
 TRANSFERT D'ARGENT RAPIDE ET SÉCURISÉ EN UEMOA*

BOA Express | BANK OF AFRICA
 Groupe BMCE BANK

*sauf en Guinée Bissau

Météo

Mardi 12 Mars 2019

Matin:
 Ciel peu nuageux
 26°C
Après-midi:
 Averses de pluie
 31°C

EDITO

POURQUOI LUI ET PAS MOI ?

L'homme est méchant. Envieux. Et jaloux à volonté, l'Homme est Tout sauf un ami.

En de très belles et réjouissantes occasions, il est et sera toujours à tes cotés pour profiter de toi et des opportunités. Lorsque survient un moment de flottement, vite il est parti.

Non seulement il te tourne dos mais aussi c'est lui qui t'enfoncé. Il devient l'Humain envieux et jaloux pour qui tu n'as jamais été positif. Tel un peintre entouré de ses couleurs vives, il te peint rien qu'en Noir comme pour dire que le NOIR est aussi COULEUR.

L'envie et la jalousie n'ont rien arrangé dans cette vie. L'orgueil non plus. N'oublions pas que " l'orgueil peut tout détruire, même la personne la plus importante dans ta vie ". D'où l'exigence que nous devons apprendre à dire " désolé et faire l'exercice du Pardon ".

Nous devons apprendre à transformer nos faiblesses en forces et nos défauts en qualités. Un exercice quotidien que je nous souhaite tous et toutes en ce début d'année 2017.

N'en voulons pas à ceux qui nous lancent des pierres. Mais dans la Foi, ramassons-les pour bâtir notre vie. Et quand ils reviendront un autre jour et verront ce que nous avons fait de leurs pierres, ils comprendront que Toute Chose concourt au bien de ceux qui aiment DIEU.

Crédo TETTEH

PND/FAURE GNASSINGBÉ À ABU DHABI :

Déjà un mémorandum d'entente de 15 millions de dollars US

Le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé est à Abu Dhabi (capitale politique des Emirats Arabes Unis) pour une visite de travail, visant à "mobiliser" les investisseurs autour du Plan National de Développement (PND), a-t-on appris de source officielle.

Le président togolais a été reçu par le prince héritier d'Abu Dhabi Son Altesse Mohamed Ben Zayed Al Nayan avec qui il partage une vision du développement axée sur le multilatéralisme, la création d'emplois pour la jeunesse et la promotion des énergies renouvelables notamment l'énergie solaire, souligne un communiqué de la présidence togolaise. Un mémorandum d'entente a été signé avec un financement de 15 millions de dollars US accordés par le Khalifa Fund pour le financement et l'accompagnement des PMI/PME au Togo.

Le Président Faure Gnassingbé a visité l'Abu Dhabi Global Market où il a rencontré Monsieur Ahmed Al Sayed, ministre d'Etat et Président de ADCM. Faure Gnassingbé a aussi conversé avec le Premier ministre des Emirats Arabes Unis, son Altes Sheikh



Le Président Faure Gnassingbé (g) le dimanche dernier à Abu Dhabi.

Mohamed Ben Rachid Al Maktoum.

Conformément à l'axe 1 du PND qui projette faire du Togo un hub logistique et un centre d'affaire de premier plan, le chef de l'Etat a visité le Khalifa Industrial Zone (KIZAD).

Plusieurs autres rendez-vous sont inscrits à l'agenda du Chef de l'Etat y compris la signature de contrats s'inscrivant dans la réalisation du PND 2018-2022.

Notons que les Emirats Arabes Unis sont aujourd'hui le deuxième investisseur direct étranger en Afrique après la Chine.

Rappelons que le PND/ 2018-2022) -- officiellement lancé le 4

mars -- s'est donné comme défi de faire du Togo, la "plateforme économique par excellence" dans la sous-région.

En cinq années de mise en œuvre, plus de 4622,2 milliards FCFA (environ 8,3 milliards \$) de ressources seront nécessaires pour transformer structurellement l'économie togolaise pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive et créatrice d'emplois, améliorant le bien-être social.

Alors, si le PND nécessite de gros investissements, le rôle du secteur privé sera prépondérant. Figure de proue de cette stratégie de développement, les privés pourraient y participer à hauteur d'un peu plus 2999,1 milliards de FCFA (5,4 milliards \$), soit 65% du coût global du PND. Les dépenses d'investissement public, quant à elles, sont attendues à 1623,1 milliards de FCFA (2,9 milliards \$), représentant 35% du coût global.

Ce Plan ambitieux qui révèle la vision du gouvernement à moyen terme, repose sur trois "axes stratégiques".

L'axe 1 positionne la mise en œuvre des grands investissements en infrastructures logistiques et d'affaires comme le principal gisement de la croissance à court terme. Il vise la mise en place d'un hub logistique d'excellence et d'un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région, notamment à travers une amélioration des infrastructures existantes et de la connectivité multimodale et des TIC.

L'axe 2 vise le développement industriel dans des secteurs créateurs de valeur ajoutée et significativement tournés vers l'exportation (agrobusiness, manufacture) et la satisfaction de la demande interne. Ce développement industriel a vocation à soutenir la croissance à long terme de l'économie ainsi que l'activité logistique et de service. Il est le creuset de la transformation structurelle de l'économie.

L'axe 3 a pour vocation première de renforcer les capacités institutionnelles et humaines appropriées pour relever les défis de développement formulés dans les axes 1 et 2. En outre, il vise à assurer la prise en compte effective des principes fondamentaux d'équité, d'inclusion et de durabilité dans l'ensemble du processus de mise en œuvre du PND.

Source : @ Savoir News

Togoentrepotarchive.com

Togo Entrepôt Archives est une société qui offre les services suivants :

Stockage des archives - Audit - Numérisation - Incinération des archives

Nous disposons d'une équipe pour réorganiser vos archives et des locaux pour externaliser vos archives

Notre ambition :

Donner la possibilité à nos clients de réaliser des économies mais surtout de préserver la mémoire de leur entreprise.

Nous disposons d'une équipe pour classer vos archives, les numériser et les incinérer.

Tél : 22 20 05 53
Cél : 91 06 88 07/
93 54 72 00

TogoMac.com

TogoMac est l'unique centre des produits Apple au Togo. Nous sommes spécialisés dans les produits Apple.

Nous apportons conseils, assistance, formation, installation, dépannage et configuration de votre iMac, MacBook Pro, MacBook, Mac Pro, Time Capsule,

AirPort Extreme, iPad, iPhone... Nous disposons des macbook pro/macbook air à vendre.

Nous joindre rapidement- apple@sogesti.net Tel 22 20 05 53 - 91 06 88 07

Nous sommes situés en face de CNSS - Palais des congrès www.togomac.com

Revendeur des logiciels Sage

Nous sommes partenaires Sage au Togo/Benin. Nous vous offrons des logiciels Sage moins chers avec installation et formation. Consulter notre site web - Tel.: 22 19 23 62 - 22 20 05 53 - Cel.: (00228) 91 06 88 07 www.sogesti.net ; info@sogesti.net

TogoAnnonce.com

Le site web des annonces le plus visité. Consulter toutes les annonces Immobilier- Véhicules-Formations-Emplois- www.togoannonce.com



Récapissé

N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :

893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé

Tél : +228 91538081

Courriel : lemedium2013@yahoo.fr

Maison de la Presse, Casier N° 78

N°RCCM : TG-LOM 2015A6516

NIF : 1000480972

N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :

CRÉDO ADJÉ K. TETTEH

Directeur de la Rédaction :

Ali SAMBA

Rédaction :

Crédo TETTEH

Ali SAMBA

Infographie : JPB

Crédit Photos: KEKERA Razak

Impression : ST Louis,

Doulassamé-LOME Tél : 22 22 10 45

Tirage : 2.500 exemplaires

Distribution: Dodo Abalo (90 975256)

1^{ère} Banque au TOGO
Certifiée ISO 9001 : 2015
Certificat N° F5703571
Qualité de service, notre engagement

Merci pour votre confiance.

La Banque Autrement
www.corisbank.tg

POLITIQUE : Pathétique, Jean-Pierre Fabre !

L'actualité politique offre souvent de ces moments qui permettent aux citoyens de mieux saisir la personnalité et les visions des leaders des formations politiques du pays. La récente interview accordée à notre confrère savois news par Jean-Pierre Fabre a le mérite de conforter beaucoup de personnes dans leur conviction : Pour de nouvelles méthodes au sein de l'opposition, ce n'est pas demain la veille.

Par Ali SAMBA



Jean-Pierre Fabre, président de l'ANC

Au détour d'une question sur les critiques portées sur la gestion, les stratégies de la coalition et le manque de tact face au pouvoir, Jean-Pierre Fabre, comme toujours a dénié à quiconque de porter ces jugements sur leur manière de faire. Le leader de l'ANC estime n'avoir de leçon à recevoir de qui que ce soit. Il dit : " Il est quand même scandaleux que des compatriotes prétendent lutter pour le changement en s'érigeant d'une manière pathologique en donneurs de leçons. Ils laissent tranquille l'adversaire commun. Ils font la part belle au pouvoir en place. Par contre ils passent leur temps à déchiqueter en critiques acerbes et infondées, ceux qui risquent chaque jour leur vie pour tenter d'arracher notre pays et le peuple togolais des griffes d'une dictature de plus d'un demi-siècle. Je m'interroge sur leur intention réelle. Je me demande s'ils veulent réelle-

ment le changement."

Et nous y voilà. Aucune concession pour les critiques de la part de Jean-Pierre Fabre. Il juge scandaleux que des gens trouvent à redire sur leur stratégies de lutte. Et ça se dit Démocrate.

De toute façon, il ne peut en être autrement. C'est l'ADN de ces genres de personnes qui au début de la lutte pour la démocratie au Togo, ont pensé que leur pensée et idéologie sont les seules qui devraient prévaloir. L'UFC des années 90 et 2000 dont il était le secrétaire général en a fait son cheval de bataille. C'est la méthode "UFC ou rien". Bien de bonnes personnes qui voyaient les risques de cette posture politique et vu les résultats qu'elle donnait ont été vite mises sous étoignoir quand elles ont osé lever la voix. Quand le premier responsable du parti UFC, Gilchrist Olympio, a compris fina-

lement que cette aventure de " moi ou rien " ne le mènera nulle part, pire, va conduire sa formation politique dans le mur, et avait décidé de donner une chance au Togo, les Fabre et autres se sont-ils tus? Bien au contraire. Que n'avions-nous pas entendu de la bouche de ces derniers à l'endroit de Gilchrist Olympio ? Ne l'ont-ils pas critiqué ? Ne l'ont-ils pas raillé ? Ne l'ont-ils pas voué aux gémonies à la plage de Lomé ? Mais alors, de quoi se plaint Jean-Pierre Fabre? Est-il devenu amnésique ?

Que le leader de l'ANC veuille toujours porter ce flambeau des méthodes trentenaires improductives, en bon démocrate, personne ne peut le lui refuser. Par contre, qu'il dénie aux autres de le critiquer, cela paraît inacceptable.

Le monde a changé et les langues se délient. La chasse à ceux qui ne partagent pas la pensée

unique de l'ANC et son leader éclairé Jean-Pierre Fabre est révoquée. Il faut que les hommes politiques de l'opposition apprennent à être des démocrates et acceptent que d'autres Togolais leur disent ce qu'ils pensent d'eux, et qu'ils portent un jugement sur leurs actions. " Cela fait des années que l'on entend ces critiques. Personne n'empêche, leurs auteurs d'entrer en scène et de prendre les devants de la lutte. Je les attends avec impatience ", dit-il. Une insulte à des milliers de Togolais au nom duquel il prétend parler chaque jour. Si les gens ne se reconnaissent pas en l'ANC, ils n'oseront pas porter des critiques en son encounter. Bien au contraire, qui aime bien châtie bien, dit l'adage.

En effet, c'est parce que ceux qui critiquent l'ANC et Jean-Pierre Fabre sont les des mêmes pratiques qui ne donnent pas de résultats. C'est parce qu'ils veulent des résultats qu'ils s'époumonent à essayer de redresser la barre. C'est parce ce qu'ils sont conscients que la démarche actuelle de l'ANC pour la conquête du pouvoir connaît ses limites, est peut être devenue obsolète qu'ils " osent " critiquer l'opposition. Et en démocratie, c'est la moindre des choses. Feindre de ne pas le comprendre et avancer ces genres de propos aux lendemains d'une erreur politique monumentale est simplement scandaleux. La pensée unique a vécu depuis bien longtemps.

POLITIQUE : La députée Abira Bonfoh célèbre le 8 Mars avec les femmes de Bassar

A l'occasion de la célébration de la journée du 8 Mars, journée de la femme, la députée de Bassar, Abira Bonfoh, s'est jointe aux femmes de son association Africa Women Action (AWA) pour faire la revue des difficultés que ces dernières éprouvent dans les localités de sa circonscription électorale.

milliers de femmes venues de toute la préfecture ont saisi l'occasion pour faire le point des avancées de leur droits et surtout réfléchir sur le thème national "femmes et gouvernance". Au-delà des chants et danses, les femmes de Bassar ont indiqué qu'elles sont conscientes que le 8



Pose de la première pierre pour la construction d'une gare routière à Kabou

A Bandjéli, choisi pour les manifestations entrant dans le cadre de cette journée, les

Mars ne saurait se résumer à la fête, mais plutôt aux actions qui ont été menées par les autorités



Lot de matériels offert par la députée de Bassar, Abira Bonfoh

et toute autre personnes en faveur de l'émancipation de la femme.

A AWA, on a pensé aux femmes productrices et transformatrices des produits locaux qui éprouvent des difficultés pour leur acheminement vers les autres zones. La présidente Abira Bonfoh a ainsi lancé les travaux de modernisation de la gare routière de Bassar ainsi que la pose de la première pierre pour la

construction d'une gare routière à Kabou. Elle promet aussi la construction de hangars pour la protection des produits agricoles des femmes de N'Nababoun et de Manga contre les intempéries.

En attendant que ces promesses se concrétisent, l'élue de Bassar a paré aux plus pressés en offrant des machines à coudre, des tricycles, un moulin à maïs et du matériel de travail aux femmes de **Bandjéli**.

Zozo

APRÈS LES JOURNÉES DE RÉFLEXION DE LA COALITION: LE PNP ATTEND DE PIED FERME LES "CONCLUSIONS" POUR SE PRONONCER



Le Parti national panafricain (PNP) de Tkpi Atchadam attend de pied ferme les "conclusions" issues des récentes journées de réflexion de la coalition de l'opposition (C-14), avant de se prononcer sur sa position dans ce regroupement.

Le PNP fait partie des cinq formations politiques n'ayant pas pris part à ces "journées de réflexion", rejetant les points inscrits à l'ordre du jour : la restructuration de la coalition, l'alliance électorale pour les locales et pour la présidentielle de 2020 et la signature d'une charte.

Étant à l'origine de la naissance de la coalition qui a fait trembler le régime en place entre septembre et octobre 2017 et qui traverse depuis quelques semaines, le PNP semble ne pas apprécier la gestion de la lutte qu'il a déclenchée le 19 août 2017. Les responsables de ce parti ont souvent estimé que la mobilisation -- à un moment donné -- "n'était pas à la hauteur".

"Le PNP attend le relevé de conclusions des journées de réflexion, ainsi que les nouvelles orientations, avant de se prononcer", a déclaré lors d'une conférence de presse Dr. Kossi Sama (secrétaire général du PNP).

C'est la première conférence de presse animée uniquement par le parti de Tkpi Atchadam (en exil), depuis la création de la C-14 au lendemain de la manifestation du 19 août 2017.

La coalition de l'opposition avait prévu rencontrer la presse mercredi, afin de rendre publiques les grandes lignes de cette rencontre, mais la conférence de presse a été reportée in extremis. Pour l'instant, aucune nouvelle date pour ce face-à-face (très attendu du grand public) avec les professionnels des médias.

Répondant à ceux qui estiment qu'il y a une guéguerre entre le PNP et d'autres formations politiques au sein de la coalition, Dr. Sama a plusieurs fois insisté : "nous n'avons pas d'adversaires au sein de l'opposition. Notre seul adversaire, c'est le régime en place".

- "La victoire n'est pas loin" -

Pour le PNP, il est trop tôt de dresser le bilan, car la "la lutte est toujours en cours". "Nous pouvons affirmer sans ambages que le peuple togolais a remporté des batailles décisives. Il ne lui reste qu'à gagner la guerre. Et cette victoire est à portée de main", a martelé le numéro 2 du PNP.

"Nous avons réussi à ébranler le régime en place. La victoire n'est pas loin", a lancé Dr. Sama, fortement applaudi par quelques militants du PNP massés devant le siège de ce parti.

"Malgré l'apparence souvent affichée maladroitement par le pouvoir, celui-ci a vu ses bases et ses fondements détruits de façon irrémédiable. La racine principale du baobab est sérieusement atteinte", a-t-il appuyé.

Dans une déclaration rendue publique lors de cette conférence de presse, le PNP a rendu un "hommage mérité à tous les compatriotes tombés au cours de la lutte".

Cette formation politique "renouvelle son soutien indéfectible aux détenus de l'arbitraire et à tous les détenus politiques".

Le parti d'Atchadam a demandé au gouvernement de "faire cesser immédiatement le harcèlement quotidien, les violences et les enlèvements dont sont victimes" ses militants et sympathisants.

Source : @ Savoir News

Zozo

LE NOUVEAU TIMBRE "L'AIGLE ALLEMAND ET LES LIONS TOGOLAIS" DE LA POSTE DÉSORMAIS DISPONIBLE



La société des postes du Togo en collaboration avec la République fédérale d'Allemagne a officiellement lancé son nouveau timbre-poste "L'Aigle Allemand et les Lions Togolais", qui symbolise la coopération entre les deux pays. La cérémonie s'est déroulée jeudi soir dans les locaux de l'Ambassade de l'Allemagne au Togo, a constaté un journaliste de l'Agence Savoir News.

Étaient présents : Christoph Sander (Ambassadeur de l'Allemagne au Togo), Kossivi Egbetonyo (ministre de la culture, du tourisme et des loisirs), Martin Kwadzo Kwasi (Directeur général de la société des postes du Togo), ainsi que des chefs d'entreprises.

Selon le Directeur général de la poste, l'histoire de ce nouveau timbre remonte à janvier 2018, début de la coopération entre la Poste du Togo et la Fondation des caisses d'épargne allemandes : "Ce nouveau timbre-poste symbolise la coopération entre nos deux pays". (...)

Source : @Savoir News

PROJET D'APPART'HÔTEL À LOMÉ

Le Groupe Odalys, numéro deux français de l'hébergement touristique, implante sa marque de résidences hôtelières en Afrique.

Il vient de signer un premier projet d'appart'hôtel au Cameroun, à Douala sous la marque Odalys City.

Développée en collaboration avec le Groupe Duval, actionnaire majoritaire d'Odalys, et présent depuis 2015 en Afrique de l'Ouest francophone dans l'immobilier d'entreprise et commercial, cette première réalisation est conçue pour accueillir une clientèle affaires - locale et internationale - originaire de la région ou en provenance des pays voisins. Le Groupe annonce d'autres projets d'ouverture, notamment en Côte d'Ivoire, au Togo, en Éthiopie, au Tchad et en Guinée. Le groupe Duval avait annoncé en 2017 la construction d'un centre commercial à Lomé d'une surface de 13.000 m² en périphérie de la capitale. Le projet n'a pas été lancé pour le moment.

Source : @Republifogogo

LE PUDCA FAIT SES PREUVES

Si depuis une semaine il n'est question que de PND, le gouvernement a mis en œuvre d'autres programmes de développement parmi lesquels le PUDC.

Le Programme d'urgence de développement communautaire, lancé il y a 3 ans, a pour objectif d'améliorer de manière significative l'offre des services sociaux de base dans les quartiers des grandes villes et en zone rurale en impliquant les populations dans le développement économique et social de leurs localités.

Le PUDC est l'un des instruments initiés par le président Faure Gnassingbé pour contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans des communautés peu ou mal desservies par les infrastructures de base.

Il a à son actif la construction ou la réhabilitation de plus de 400 km de pistes rurales (et bientôt 1000 km), de ponts, l'aménagement de 229 salles de classe, l'installation de 10.000 lampadaires, le lancement de 5 cliniques mobiles, le raccordement à l'eau potable de près de 150.000 habitants.

Le financement, assuré par l'État avec le concours du Japon, bénéficie de l'accompagnement technique du PNUD.

Source : @Republifogogo

AGRICULTURE : Les chenilles légionnaires sèment la désolation chez des producteurs de maïs

En attendant les chiffres consolidés de la production vivrière de la saison 2018-2019, On peut d'ores et déjà annoncer que les résultats ne seront pas bons pour les producteurs de maïs qui ont été confrontés à l'invasion de la chenille légionnaire qui ont ravagés les champs.

En effet, le gouvernement a annoncé que plus de 50% des emblavures du maïs ont été ravagés par les insectes. En réalité, ce sont 160.581,5 hectares de maïs qui ont été attaqués au cours de la campagne agricole 2018-2019, soit 53,8% des emblavures de maïs. Ce qui suscite une crainte légitime de la rareté de la céréale sur le marché et les conséquences y afférentes. C'est de bonne guerre que les ministres de l'économie et des finances et de l'agriculture ont estimé que le maïs et le sorgho constituant une base alimentaire importante, il est évident que la sécurité alimentaire est sérieusement menacée.

Depuis 2016, le Togo fait face à l'invasion de la chenille légionnaire dans tout le pays semant la désolation chez les producteurs, notamment de maïs, au regard de l'ampleur des dégâts causés.



Une chenille légionnaire dans un épi de maïs

Dans la lutte contre l'invasion des ravageurs, le gouvernement a investi, depuis 2017, plus de 177 millions de FCFA pour acquérir et distribuer gratuitement aux producteurs victimes des attaques, des insecticides, des appareils de traitement phytosanitaire et des équipements de protection individuelle. Les agriculteurs ont aussi été formés à la connaissance du ravageur ainsi qu'aux méthodes de lutte. Ces mesures font partie du plan stratégique quinquennal de lutte contre le ravageur dont le montant total est estimé à 3.200 000 dollars US (soit près de 1,9 milliards de f CFA).

Dans ce cadre, le pays vient de

recevoir un don d'environ 580 millions de FCFA de la Banque africaine de développement (BAD). C'est une aide d'urgence qui va permettre au Togo d'intensifier la lutte contre les chenilles légionnaires d'automne pendant une période de 6 mois. " Cette aide d'urgence pour la lutte contre la Chenille légionnaire d'automne constitue une réponse directe et immédiate à la situation d'urgence, que connaît le Togo, suite à une catastrophe naturelle provoquée par l'invasion d'un insecte nuisible des principales cultures vivrières. Le projet a pour objectif de contribuer à réduire les pertes de productions de maïs, de

riz et de maraîchage, afin de renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations du Togo", indique-t-on à la BAD.

Dans le concret, il s'agit de former les agents des services de la protection des végétaux, les agents de la vulgarisation et les producteurs aux méthodes de contrôle durables contre la Chenille légionnaire d'automne et de doter les services de la protection des végétaux, les brigades villageoises phytosanitaires et les producteurs des équipements appropriés pour l'identification, le suivi, la surveillance et le contrôle de Chenille légionnaire d'automne.

Cette subvention permettra également de rendre accessibles, aux ménages vulnérables, les produits de traitements y compris les produits biologiques à fabrication locale, pour une meilleure préservation de leurs moyens d'existence.

Le ministre de l'économie et des finances a lancé un appel à d'autres partenaires techniques et financiers pour qu'ils accompagnent le Togo dans la mise en œuvre de son plan d'action de lutte contre la chenille d'automne. " Le Togo a besoin d'un plus large soutien. "

ECONOMIE/COTON :

Des réflexions sur l'amélioration du rendement du produit

Les acteurs de la filière du coton, notamment ceux de la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT), de la Fédération Nationale des Groupements de Producteurs de Coton (FNGPC) et de l'Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA) se sont retrouvés du 6 au 8 mars à Kpalimé (environ 120 km au nord de Lomé) pour échanger sur la problématique de la relance de la productivité du coton.

Initiée par la Nouvelle Société Cotonnière du Togo (NSCT), cette rencontre a permis d'identifier et de comprendre toutes les contraintes qui limitent l'évolution des rendements au champ en culture cotonnière et de définir la meilleure stratégie pour l'amélioration de la productivité.

Il s'est agi de faire le rapport entre le bilan minéral des bassins cotonniers et les formules d'engrais utilisés ou existants dans le pays en rapport avec les recommandations des organisations régionales ; d'observer les contraintes qui limitent l'utilisation de la matière organique au champ et de définir les stratégies de sa vulgarisation.

Il a été question d'explorer les nouvelles perspectives d'utilisation des bio fertilisants ; d'examiner la question de la variété de coton utilisée et celle de la qualité de la semence ; de revisiter l'itinéraire technique vulgarisé, d'en mesurer la perception par les producteurs et de tirer les leçons (densité de plants, dose et mode d'épandage des engrais), de discuter de la qualité des intrants utilisés dans la production cotonnière et d'évaluer la contribution de l'utilisation des magasins UGPC pour l'appui à la production cotonnière.

Les acteurs ont aussi passé en revue durant les trois jours, la situation des rendements au champ sur les dix dernières années ; au périmètre ;



La table d'honneur ; au micro, le ministre Bataka Kouétra Noël

aux points d'appui ; la fertilité des sols et la fertilisation pratiquée au Togo ; la variété du coton et la qualité des semences ; les itinéraires techniques vulgarisés, la perception des producteurs sur les itinéraires ; les attaques des organes fructifères du cotonnier ; cherché les dispositions à prendre pour minimiser ce fléau et la qualité des intrants utilisés dans la production.

Ils ont aussi revu l'itinéraire technique qui passe par la densité, le dosage des intrants, celui des engrais par unité e superficie et surtout le traitement phytosanitaire en lien avec tous les changements climatiques. Il s'agit selon d'adapter l'itinéraire technique à tous les changements intervenus dans l'environnement de la filière cotonnière.

Ces acteurs ont aussi échangé sur les différentes stratégies devant leur permettre d'améliorer le système d'acquisition de intrants et celui de production des semences afin d'impulser la productivité qui relancera la production.

En termes de mesures prises pour booster le secteur, les techniciens de l'ITRA ont proposé que s'il faut aller à une tonne et au-delà, l'une des premières actions à entreprendre en

dehors de tout ce qui est itinéraire technique, c'est d'amener la matière organique au sol plus la dose d'engrais chimique recommandée. Ils ont ajouté que le problème de rendement ne pourra être réglé que si le paysan a semé à la bonne date, il a fait la bonne densité, fait l'entretien de façon optimale, il a fait les 5 ou 6 traitements recommandés selon la zone agro écologique, fait les récoltes échelonnées pour conserver la qualité. En dehors de tout ce qui précède, ce qui reste à faire c'est d'améliorer la matière organique dans le sol.

Pour le ministre de l'Agriculture, de la Production animale et Halieutique, Koutera Noël Bataka, il va falloir œuvre ensemble pour améliorer la prochaine productivité de la filière cotonnière afin de parfaire sa contribution à la formation de la richesse nationale des populations et surtout pour impacter les conditions de vie des personnes qui œuvrent et qui travaillent au sein de la filière. "Aujourd'hui le réflexion est d'aller vers de nouveaux paradigmes et parmi les innovations que le chef de l'État a mis en place, figure en bonne place pour le secteur agricole le Mécanisme Incitatif de Financement Agricole (MIFA) pour répondre à

trois préoccupations", a-t-il souligné.

Parmi ces préoccupations, précise le ministre, figure la productivité qui est l'un des handicaps de la filière agricole, la facilitation de l'amélioration des revenus agricoles des producteurs agricoles et la création d'emplois le long de la chaîne de valeur. Il a rappelé aux participants que le mécanisme leur est proposé aujourd'hui comme instrument privilégié à utiliser pour améliorer les rendements au niveau de la filière ; créer des emplois et amener les producteurs à gagner plus décemment dans la filière cotonnière.

Le ministre de l'Agriculture, de la Production animale et Halieutique les a invités à appliquer les différentes mesures retenues afin que d'ici 2022, le cotonculteur togolais soit parmi les personnes les plus fortunées du Togo.

Le directeur général de la NSCT Nanfamé Nana a de son côté, rappelé ce qu'il faut faire pour améliorer la productivité. Pour lui, c'est à partir de la productivité que les producteurs pourront évoluer vers la vision stratégique qui voudrait que la production atteigne les 200.000 tonnes d'ici 2022.

La relance de la productivité accroît le revenu du producteur, puisque c'est à partir du rendement à l'hectare que le producteur gagne et c'est ce qui permet de maintenir le producteur dans la filière cotonnière une fois que la productivité est améliorée. Il a ajouté que grâce à des dispositions spécifiques prise ces dernières années, les producteurs sont revenus dans le coton au point que les superficies atteignent les 180.000 tonnes hectares.

Le président du Conseil d'Administration de la FNGPC Yosso Hodabalo a invité les cotonculteurs au respect des mesures prise, afin de booster la production pour l'atteinte des 200.000 tonne d'ici 2022.

(Source : Savoir News)

CEDEAO / GUINEE BISSAU :

Election législative libre et transparente selon la mission d'observation

Forte participation des femmes et des jeunes au vote, présence par endroits des agents de sécurité sur les lieux de vote, processus de décompte des voix dans les bureaux de vote satisfaisant, Voilà quelques conclusions de la mission des observateurs de la CEDEAO sur le déroulement de l'élection législative en Guinée Bissau.

Selon la déclaration lue par le chef de mission des observateurs de la CEDEAO, Kadre Désiré Ouedraogo, la mission note avec satisfaction que la plupart des inscrits ont pu accomplir leur devoir civique, et se félicite du bon déroulement du scrutin. Elle se réjouit des efforts fournis par les autorités pour la tenue de ce scrutin dans un environnement apaisé et lance un appel au peuple Bissau guinéen à préserver la paix.

Répondant aux questions de la presse, le chef de la mission a rendu un hommage au peuple Bissau Guinéen pour avoir fait montre d'un calme durant tout le processus.

Selon lui, le scrutin a été paisible et transparent. Les représentants des partis politiques ont tous signé les PV dans les Bureaux de vote. " Ce que nous avons vu est d'une transparence totale. J'ai eu à échanger avec les autres chefs de mission d'observation. L'ensemble est satisfait de la manière dont le processus s'est déroulé. La mission d'observateurs de la CEDEAO est satisfaite du déroulement du vote et du comportement des agents électoraux", a indiqué Kadre Désiré Ouedraogo. Pour lui, de par ses statuts, la CEDEAO se doit de



Kadre Désiré Ouedraogo, chef de mission des observateurs de la CEDEAO en Guinée Bissau.

se tenir aux côtés de tous ses pays membres. Elle a appuyé la Guinée Bissau, pour accroître la sécurité dans le pays et mener l'ensemble des réformes politiques car une solidarité permanente est affichée par les chefs d'Etat de la CEDEAO envers la Guinée Bissau.

Depuis 2012 la CEDEAO est présente aux côtés de la Guinée Bissau. Elle a nommé des médiateurs pour interagir avec les acteurs politiques du pays afin de trouver des solutions idoines. La CEDEAO restera attentive à l'évolution de la situation en Guinée Bissau et suivra au jour le jour la situation politique dans le pays. Elle conseille à toutes les parties de suivre les voies légales prévues pour les contestations et les recours dans un élan de paix.

Les Bissau-Guinéens ont voté dimanche le calme pour des élections législatives, scrutin censé mettre fin à la crise qui secoue ce petit pays de l'Afrique de l'ouest (1,9 million d'habitants) depuis trois ans.

La Communauté économique

des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), qui s'est impliquée dans la résolution de la crise dans ce pays, a appuyé techniquement la Guinée Bissau à travers sa Commission nationale électorale par la formation des différentes catégories d'agents électoraux, la planification électorale, la participation et le suivi du déploiement des matériels électoraux



Une vue de l'assistance lors de la rencontre.

dans les régions du pays et le contrôle des activités électorales dans les régions

Quelque 761.676 électeurs étaient inscrits sur la liste électo-

rale, pour un scrutin à la proportionnelle à un seul tour, en vue du renouvellement des 102 députés de l'Assemblée nationale. Au total 21 partis politiques dont le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) -- parti au pouvoir -- étaient en lice pour cette élection.

"Cela n'a pas été facile, mais je suis heureux aujourd'hui parce que depuis 1994, année de l'ouverture démocratique, aucune législature n'est arrivée à terme", a déclaré le chef de l'Etat José Mario Vaz, après avoir glissé son bulletin dans l'urne.

La crise a éclaté dans ce pays depuis août 2015, au lendemain de la destitution par le président José Mario Vaz, de son Premier ministre, Domingos Simoes Pereira, responsable du Parti africain pour l'indépendance de la Guinée-Bissau (PAIGC).

Il a fallu une intense médiation de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO), pour le dénouement

TOGO : 444 nouveaux volontaires d'engagement citoyen prêtent serment

Cest désormais un acte symbolique accompli à chaque début de mission au Togo. La prestation de serment des volontaires est un acte de don de soi fait par le jeune qui s'engage devant la nation à se mettre au service du bien-être collectif. Cet acte qui marque le début d'une mission qui va durer 6 mois (avril-septembre 2019) s'est encore répété le 08 mars dernier à Lomé.



Les nouveaux volontaires prêtent serment

A cet effet, 444 nouveaux volontaires d'engagement citoyen dont 30 volontaires seniors pour le compte de la 5ième vague de ce projet ont prêté serment à Lomé.

Ces volontaires, une fois sur le terrain, travailleront sur des missions de curage de caniveau, de désherbage, de restauration de l'envi-

ronnement, de création des espaces verts. Ils auront en outre pour tâche de sensibiliser les ménages à la sauvegarde des acquis de leurs actions en faveur du bien-être intégrale et durable des communautés.

Pour la Ministre du développement à la base, Mme Victoire Tomegah Dogbé, Ministre du déve-

loppement à la base, de l'artisanat et de la jeunesse, en dehors des formations pré-déploiement reçues, "les volontaires suivront tout au long de leur mission des formations sur des modules spécifiques notamment, les activités génératrices de revenus, l'entrepreneuriat, les compétences de vie, les comportements éco citoyens

et responsable, etc... Ils auront la possibilité de se constituer en associations de crédit et d'épargne, communément appelées " GEC " afin de s'octroyer des facilités de crédits pour démarrer des activités génératrices de revenus".

Soulignons qu'en marge de cette cérémonie de prestation de serment, la ministre a procédé à la remise de kits d'installation à 295 anciens Volontaires d'Engagement Citoyen de la vague passée.

D'une valeur de 48 millions de Fcfa, ces kits sont essentiellement constitués de machines de couture et broderie, de menuiserie-aluminium et de coiffure. Ils seront mis à la disposition des volontaires, identifiés comme ayant appris un métier mais qui éprouvent des difficultés à s'installer.

Zozo

KOLANI LARDJA: "LES RÉFORMES NÉGOCIENT ET S'ORGANISENT"

"Les réformes se négocient et s'organisent", a affirmé samedi Kolani Lardja, précisant que le Parti pour la Démocratie et le Renouveau (PDR) n'est pas dans le "radicalisme aveugle". "On veut des réformes, mais nous voulons qu'elles se fassent avec le peuple togolais et sans casse", a souligné le secrétaire général de cet ancien parti, lors d'une journée de réflexion.

Cette rencontre vise à redynamiser le parti, occasion également pour les premiers responsables du PDR, de décrypter l'actualité politique. Ils ont abordé l'épineuse question des élections locales, scrutin dont la date n'a pas encore été fixée. Selon les responsables du PDR, ces élections peuvent se dérouler sans les réformes. Cette position contraire à celles affichées par des "poids lourds" de l'opposition.

"Il n'y a aucun lien entre ces réformes et les élections locales. Donc, pas de préalables avant ces locales", a martelé Kolani Lardja. Au Togo, les dernières élections locales remontent à 1985. Les villes sont administrées par des présidents de délégation spéciale, nommés par le président de la République. L'opposition togolaise a appelé à plusieurs reprises, à la tenue de ces élections locales.

Rappelons que le PDR a été créé en mai 1991 par l'ancien ministre des affaires étrangères (2005-2007) Zanfou Ayéva.

Certains politiques influents dont Tiki Atchadame (président de l'UNP) et Mohamed Tchassona-Traoré (MCD), avaient milité au sein de vieux parti politique.

Source : @Savoir News

CONSEIL DES MINISTRES DE LA CIPRES : UNE PANOPLIE DE DÉCISIONS EN FAVEUR DE LA SÉCURITÉ SOCIALE DES POPULATIONS



Réunis en conseil vendredi à Lomé, les ministres des 17 pays membres de la Conférence interafricaine de la Prévoyance Sociale (CIPRES) se sont séparés avec d'importantes décisions, afin de relever les défis en matière de prestations et de couverture sociale des populations.

Cette 27ème réunion ordinaire du conseil des ministres de la CIPRES s'est focalisée sur le budget 2019 de l'institution, les réformes pour la couverture santé des populations et les grandes décisions du 1er forum internationale sur la couverture maladie de la CIPRES tenu les 4 et 5 mars dernier à Lomé.

"L'une des décisions les plus importantes de cette 27ème réunion ordinaire du conseil des ministres de la CIPRES, est l'orientation donnée par le conseil des ministres pour l'opérationnalisation de la convention multilatérale de sécurité sociale de la CIPRES afin de favoriser la mobilité professionnelle au sein de notre zone qui compte 17 pays", a indiqué Tidiane Toukara (président de la commission de surveillance de la CIPRES).

"Une autre décision très importante : c'est la prise en compte des grandes recommandations du 1er forum internationale sur la couverture maladie de la CIPRES, tenu à Lomé qui renvoie à une obligation d'assurer une couverture médicale aux populations à partir d'un panier de soins en consécration du droit des populations à la santé", a-t-il ajouté.

Le budget adopté par les ministres pour l'exercice 2019 de l'institution est en hausse de 5% en rapport avec la construction du siège de l'institution à Lomé et dont les travaux sont en cours de réalisation. Les ministres se sont rendus sur le chantier, afin de constater l'avancée des travaux.

"Notre institution sera dotée d'un espace de travail beaucoup plus confortable et adapté, ce qui répond à l'objectif principal de la CIPRES, celle de la protection sociale. Nous sommes satisfaits de l'état d'avancement des travaux", a précisé Gilbert Bawara (ministre de la fonction publique, du travail, de la réforme administrative et de la protection sociale).

Il faut noter que durant les travaux, le ministre Bawara a été porté à la tête du Conseil des ministres de la CIPRES, succédant ainsi au ministre sénégalais du travail et du dialogue social (...)

Source : @Savoir News

COOPÉRATION GERMANO-TOGOLAISE: UNE DÉLÉGATION ALLEMANDE APPRÉCIE LES PROJETS FINANÇÉS PAR L'ALLEMAGNE À KPALIMÉ

Une délégation allemande conduite par Mme Birgit Pickel (directrice de division Afrique de l'Ouest II Madagascar) en séjour au Togo, dans le cadre des négociations biennuelles intergouvernementales Togo-Allemagne, a effectué le déplacement de Kpalimé (environ 120 km au nord de Lomé) en vue de toucher du doigt, les projets réalisés grâce au financement allemand, a constaté le correspondant de l'Agence Savoir News.

Accompagnée par le directeur de la Coopération bilatérale au ministère de la Planification du Développement et de la Coopération, chargé des préparations des négociations germano-togolaise et d'un responsable de l'ambassade d'Allemagne, la délégation a été reçue par les autorités de la préfecture avec à leur tête le préfet de Kloto, Assan Koku Bertin. Elle a échangé avec la présidente de la délégation spéciale de la commune de Kpalimé et le préfet de Kloto dans le bureau du préfet.

La délégation allemande a ensuite écouté les acteurs qui les ont renseignés sur la mise en œuvre des activités des différents projets dans la commune.

La délégation a ensuite apprécié les impacts de la coopération allemande au Togo et a visité les différents sites où les projets sont exécutés notamment le nouveau marché en construction le CRETFP. Sur ce site, la délégation a apprécié ce qui est en train de se faire dans le cadre de l'enseignement technique et de la Formation professionnelle.

Elle s'est ensuite rendue à l'Institut National de Formation Agricole (INFA) de Tové, pour apprécier les réalisations des différents programmes au sein de l'Institut. Il s'agit entre autres des Programme Centre d'Innovation Verte (ProCIV), Programme Développement Rural et Agriculture (ProDRA) et la KFW qui accompagne l'Institut dans la réhabilitation et l'équipement des infrastructures d'accueil.

La GIZ à travers son programme ProCIV, accompagne l'Institut dans l'ouverture de l'option agroalimentaire en installant une unité de transformation agroalimentaire.

La délégation allemande s'est ensuite rendue dans un champ de cacao et dans la forêt de Missahohoe pour qu'elle voie elle-même ce qui est en train de se faire avec les acteurs sur le terrain.

Avant Kpalimé, la délégation est allée d'abord à Davié où des explications sur le fonctionnement du poste de transformation de l'énergie leur ont été données par le DG de l'énergie et un ingénieur de la CEB.

Le directeur de l'INFA de Tové, Dr Constant Soedji a souhaité que les jours à venir, la coopération bilatérale puisse être beaucoup plus fructueuse pour l'ensemble du pays, mais particulièrement pour l'INFA de Tové.

Il a manifesté solliciter la mise en place d'une centrale thermique à énergie renouvelable pour que l'Institut ne dépende plus de l'énergie conventionnelle...

Source : @ Savoir News

ECONOMIE NUMERIQUE :

2406 forages dotés du mécanisme de Suivi des Ouvrages de Forage et des Indicateurs pour l'Eau (SOFIE)

Classée 6ème sur la liste des 17 objectifs de développement durable (ODD) à atteindre à l'horizon 2030 par les États membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU), la problématique de l'eau et de l'assainissement est au cœur du développement économique et social des États. L'alimentation, la santé, l'environnement, la production d'énergies, la scolarisation et même la création d'emplois y sont intrinsèquement liés. De ce fait, il est vital d'assurer la disponibilité et la bonne gestion de l'eau dans le plus grand ou plus petit espace où règne la vie.

C'est dans cette optique que le gouvernement togolais en collaboration avec des partenaires au développement a mis en place un vaste programme d'installation de puits et de forages en milieu rural qui a permis d'installer 9 460 forages dans des villages.

Pour assurer le bon fonctionnement des installations qui changent la vie de ces populations longtemps privées d'infrastructures hydriques, un système d'informations dénommé PROGRES a été mis en place par la Direction Générale de l'Eau et de l'Assainissement (DGEA) qui est chargée de la gestion des ouvrages. Mais très vite, ce système s'est avéré être inopérante car ne permettant pas d'assurer en temps réel le suivi des forages. Les villages restaient donc sans eau en cas de panne pendant des mois avant la réparation des installations.



Un forage à motricité humaine (Photo archives)

Pour pallier cette difficulté, le gouvernement, sur proposition du Ministère des Postes, de l'Économie Numérique et des Innovations Technologiques et du Ministère de l'Eau, de l'Équipement Rural et de l'Hydraulique Villageoise, a mis en place le projet Suivi des Ouvrages de Forage et des Indicateurs pour l'Eau (SOFIE). Il s'agit d'un dispositif innovant basé sur la téléphonie mobile qui permet d'assurer aux populations un approvisionnement continu et permanent en eau potable par un suivi en temps réel des ouvrages de forage. La plateforme permet notamment de détecter et de localiser les pannes sur les ouvrages de forage ; ce qui favorise une intervention rapide des réparateurs.

Dans le cadre du projet, un "Comité Eau" a été mis en place dans chaque village avec un agent chargé de signaler et de remonter l'information concernant les pannes et les problèmes constatés sur les forages

via un téléphone mobile qui est mis à sa disposition. Lorsqu'une panne survient sur l'installation ; elle est matérialisée par un voyant lumineux rouge ; ce dernier appelle un serveur vocal accessible au numéro 1020. Le serveur l'identifie grâce à son numéro de téléphone et le localise grâce aux coordonnées GPS du forage, une analyse est alors lancée pour détecter la nature de la panne ; un SMS est ensuite envoyé automatiquement à un réparateur pour le signaler. Le réparateur prend connaissance de la panne via le SMS, confirme au serveur qu'il accepte la commande puis se rend sur le lieu de la panne avec le matériel nécessaire pour procéder aux réparations dans un délai de 72 heures.

On indique au ministère de l'économie numérique et des innovations technologiques que depuis son démarrage effectif en 2018, le projet a permis de réduire considérable-

ment le délai de réparation des forages de plusieurs mois à 3 jours (72h) maximum. Des résultats tangibles et encourageants qui permettent au gouvernement de garantir la disponibilité d'accès à l'eau aux populations desservies.

A ce jour, le projet aura permis, non seulement de doter ce dispositif à plus de 2406 forages répartis sur 114 cantons mais de former également plus de 4812 agents au sein des Comités Eau, 200 artisans réparateurs chargés de veiller au bon fonctionnement du dispositif en signalant toute panne constatée.

" La mise en œuvre du projet SOFIE confirme, une fois encore, la volonté du gouvernement togolais de consolider le développement social et de renforcer les mécanismes d'inclusion (axe 3 du PND) en faisant du numérique un puissant levier d'accélération de la transformation socio-économique dans les zones rurales. Cet engagement se traduit par la multitude de projets innovants et ciblés, à l'instar de l'initiative présidentielle CIZO qui vise à apporter l'électricité à faible coût aux populations enclavées grâce au solaire et à un système de paiements fractionnés via mobile ou encore le projet E-village qui a pour but de rapprocher les plus petites unités administratives que sont les villages, de l'administration centrale grâce à un téléphone mobile ", fait-on remarquer au ministère de l'Economie numérique.

(Source : MPENIT)

SANTE : La contractualisation bientôt étendue à tous les services du CHU-SO

La recherche de l'amélioration constante du plateau technique des formations sanitaires a conduit le gouvernement à expérimenter la gestion par l'approche contractuelle. Les bilans encourageants des premières contractualisations (CHP d'Atakpamé et de Blitta) ont permis d'étendre le système au CHU-SO en 2018.

Au CHU-SO, la contractualisation a d'abord concerné les services de laboratoire, de radiologie, de pharmacie et de la morgue. La mise en œuvre technique de la contractualisation est assurée au CHU-SO par le Centre de Recherche, d'Études et de Documentation en Économie de la Santé (CREDES),

La contractualisation est régie par une convention entre le ministère de la santé et de l'hygiène publique et une entité non étatique. Elle repose sur les bases suivantes : la formation sanitaire garde son statut public ; l'Etat garde son rôle et ses prérogatives ; l'organigramme de la formation sanitaire reste en place ; la société contractante s'insère dans l'organigramme, apporte un appui à la gestion de la formation sanitaire par la mise en place d'outils permettant une gestion orthodoxe, inclusive et transparente ; elle n'y injecte pas de ressources et est rémunérée par



Prof Moustapha Mjiyawa, ministre de la Santé

l'Etat pour ses prestations de gestion ; un comité de trésorerie est mis en place et décide, sur la base des recettes de la formation, des dépenses dictées par les priorités de la formation retenues de façon consensuelle.

Selon un rapport du ministère de la santé, la pratique de la contractualisation au CHU-SO a permis, dans un premier temps, un grand ménage suivi d'un rangement à la pharmacie, avant l'informatisation de celle-ci et des laboratoires, l'élaboration de la liste de médicaments par les chefs de service, avec pour effet la raréfaction des ruptures de stocks, la réduction des fraudes, et l'augmentation des recettes.

On indique que l'augmentation des recettes associée à la maîtrise et à la pertinence des dépenses a per-

mis aux formations de commencer par faire face à leurs dettes, notamment vis-à-vis du personnel, de la pharmacie et de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS).

En général la contractualisation des formations sanitaires s'est soldée par la disponibilité en médicaments dans les centres contractualisés, supérieure à 95% à Dapaong, Kara, Sokodé, Atakpamé et Blitta ; un diagnostic pertinent des besoins ; la salubrité des centres ; la motivation et la valorisation des agents désormais impliqués dans la gestion à travers le comité de trésorerie ; le renforcement de l'appui des partenaires, avec la réhabilitation de la réanimation et du bloc opératoire du CHR d'Atakpamé par l'Etat d'Israël d'un montant de 167 millions de francs

Cfa, l'équipement en appareil de radiographie du CHU-Kara par l'OOAS d'un montant 170 millions de francs Cfa.

Au vu de ces résultats, les autorités ont décidé de l'extension de la contractualisation à tout le CHU-SO. Un futur appui de la Banque mondiale va permettre aussi l'extension de la contractualisation au CHU Campus, au CHR Lomé commune, à l'Hôpital de Bè et aux CHP de Kpalimé et de Notsé, au cours de l'année 2019. Ils seront dotés d'équipements notamment des scanners.

A la conclusion de ce bilan plutôt satisfaisant, les autorités estiment que la clé de la mise en œuvre de la réforme et des résultats y afférents résident avant tout dans l'engagement et la forte implication des plus hautes autorités (le chef de l'Etat). Il est ressorti des enseignements qu'une bonne gestion peut assurer le bon fonctionnement des hôpitaux par le biais notamment d'une fourniture en équipements et en intrants basiques, et le paiement régulier des primes et ristournes du personnel (les deux bras de la balance visant à asseoir un système de santé robuste et résilient vont ainsi de pair). On fait remarquer que la bonne gestion contribuerait à fournir des éléments de réponse à de récurrentes revendications syndicales.

BOA Express

TRANSFERT D'ARGENT RAPIDE ET SÉCURISÉ



• Bénin • Burkina Faso • Côte d'Ivoire • Mali • Niger • Sénégal • Togo



Ter

GROUPE BANCAIRE DE L'UEMOA*

Grâce à nos clients fidèles, à nos équipes mobilisées et à nos actionnaires engagés.
Merci à tous !

BÉNIN | BURKINA FASO | CÔTE D'IVOIRE | MALI | NIGER | SÉNÉGAL | TOGO

* Le nombre de comptes
(Comptes bancaires UEMOA, Rapport annuel 2017)

www.bank-of-africa.net



annonce



Bonne fête à toutes
les femmes



La Banque Autrement
www.corisbank.tg

